

Mémoire de la Communauté métropolitaine de Montréal soumis au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'intégration dans le cadre de la consultation sur le Programme de l'expérience québécoise (PEQ)

Le rôle stratégique des compétences issues de l'immigration pour assurer la prospérité future du Grand Montréal



TABLE DES MATIÈRES

La	Communauté métropolitaine de Montréal	3
1.	Programme de l'expérience québécoise (PEQ) : les recommandations de la CMM	4
2.	Contexte de l'immigration dans le Grand Montréal	5
3.	L'immigration et le maintien de la population du Grand Montréal	6
4.	Le rôle des immigrants sur le marché du travail	7
5.	L'immigration comme principale source de compétences	9
6.	L'intégration des immigrants en constante amélioration	13
7.	Un rattrapage scolaire incomplet freine la productivité et le niveau de vie	14
8.	Des entreprises qui s'adaptent trop lentement à la nouvelle situation	16



La Communauté métropolitaine de Montréal

Créée en 2001, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) est un organisme de planification, de coordination et de financement qui regroupe 82 municipalités, soit plus de 4 millions de personnes réparties sur un territoire de plus de 4 360 km².

La Communauté exerce des compétences stratégiques à l'échelle du Grand Montréal. Ses principaux champs d'intervention sont : l'aménagement du territoire, le développement économique, le développement artistique ou culturel, le logement social, les équipements, infrastructures, services et activités à caractère métropolitain, le transport en commun et le réseau artériel métropolitain, la planification de la gestion des matières résiduelles, l'assainissement de l'atmosphère et l'assainissement des eaux. Elle intervient également dans la protection et la mise en valeur des espaces bleus et verts et produit des outils d'information en matière de géomatique.

La Communauté métropolitaine de Montréal a compétence pour élaborer puis adopter un plan métropolitain des grands enjeux du développement économique. La CMM met ainsi en place des initiatives afin de dynamiser l'économie du Grand Montréal en s'appuyant sur un réseau de partenaires métropolitains mobilisés pour accroître la richesse collective.

Le Plan métropolitain de développement économique (PMDE) actuel (2015-20) a pour objectif de hisser le Grand Montréal dans les 10 premières régions métropolitaines d'Amérique du Nord en termes de croissance du PIB par habitant, d'ici 2030. Un nouveau Plan 2021-30 est en cours d'élaboration.



1. Programme de l'expérience québécoise (PEQ) : les recommandations de la CMM

La Communauté salue l'ambition du gouvernement du Québec de mieux répondre à la rareté de la main-d'œuvre par le biais d'une révision des programmes d'immigration. Dans le cadre de ces révisions, le gouvernement souhaite établir des modalités qui puissent permettre à un plus grand nombre d'immigrants de mieux répondre à des besoins précis sur le marché du travail. Il est ainsi envisagé de modifier la portée du Programme de l'expérience québécoise (PEQ). La vaste majorité des travailleurs qualifiés qui obtiennent un certificat de sélection du Québec (CSQ) y parviennent aujourd'hui grâce au PEQ. Des travailleurs temporaires et des récents diplômés du Québec, ces immigrants ne sont pas sélectionnés à partir des besoins de main d'œuvre *stricto sensu*, mais essentiellement parce qu'ils ont obtenu un diplôme d'un établissement d'enseignement québécois ou parce qu'ils ont déjà travaillé au Québec.

S'îl est souhaitable que l'immigration puisse répondre de manière efficace aux besoins immédiats de main-d'œuvre, elle fournit actuellement les compétences dont le Grand Montréal et le Québec ont besoin pour innover et devenir plus productif. Bien que des besoins de main-d'œuvre soient non satisfaits, la priorité doit être accordée au relèvement des compétences et à l'innovation dans le but d'augmenter la productivité et le niveau de vie du Québec. Le PEQ, notamment grâce à son volet d'étudiants étrangers, joue ce rôle pour attirer et intégrer des compétences pour lesquelles la concurrence internationale est intense.

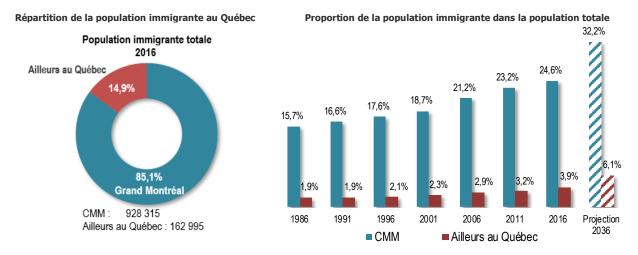
RECOMMANDATIONS

- 1. La Communauté est d'avis que réduire la portée du PEQ risquerait de nuire à l'objectif partagé du gouvernement du Québec et de la CMM de relever la productivité. Le gouvernement devrait plutôt appliquer un principe de précaution en évitant de priver le Québec des compétences qui sont essentielles à son développement dans une économie du savoir. La CMM est d'avis qu'il faut privilégier l'apport de qualifications et de compétences élevées, car il en va de la prospérité future de l'économie québécoise.
- 2. La CMM recommande d'élargir la palette des solutions pour répondre à la rareté de la main-d'œuvre. Il est préférable de recourir à d'autres dispositifs parmi les programmes d'immigration pour combler les besoins à court terme. Il est aussi important d'aider les entreprises à s'adapter à la nouvelle situation économique, notamment par l'automatisation lorsque cela est possible. Tout comme injecter plus de compétences dans l'économie, tirer les entreprises vers le haut pourra contribuer à accroître la productivité et le niveau de vie.
- 3. Même si les immigrants sont de mieux en mieux intégrés dans le marché du travail métropolitain, plusieurs restent surqualifiés en emploi. La CMM recommande de s'attaquer à la cause de ce problème et non à ses symptômes. Ainsi, est primordial de corriger les lacunes sur le plan de la reconnaissance des qualifications et aider les entreprises à mieux tirer profit des compétences disponibles. Réduire l'apport de qualifications élevées ne peut être une réponse adéquate aux problèmes de main-d'œuvre actuels.



2. Contexte de l'immigration dans le Grand Montréal

Les immigrants qui s'installent au Québec choisissent dans une très forte proportion de s'établir sur le territoire de la CMM. En 2016, alors que la région concentrait 47,3 % de la population du Québec, elle était le lieu de résidence de 85,1 % des 1 091 300 immigrants recensés dans la province.

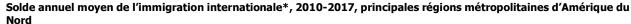


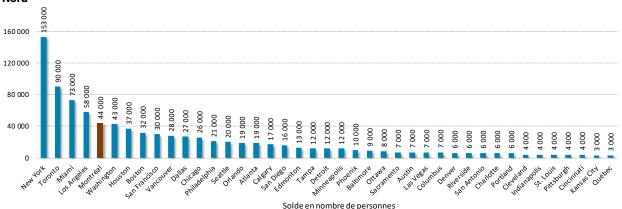
Sources : Statistique Canada, Recensements de la population, 1986 à 2016 ; ENM 2011 ; Immigration et diversité : projections de la population du Canada et de ses régions, 2011 à 2036. Traitement : CMM, 2020.

Au cours des 30 dernières années, la part relative des immigrants dans la population totale de la CMM est passée de 15,7 %, en 1986, à 24,6 %, en 2016. Durant la même période, la part de l'immigration dans la population totale du reste du Québec a aussi augmenté, passant de 1,9 % à 3,9 %. Selon le scénario de référence des dernières projections démographiques de Statistique Canada, à l'horizon 2036, la part relative des immigrants dans la population totale de la région métropolitaine pourrait s'élever à 32,2 %, contre 6,1 % dans le reste du Québec.

La région métropolitaine de Montréal figure actuellement au **5**e rang des principaux pôles d'immigration en Amérique du Nord, avec un solde annuel moyen de l'immigration internationale de 43 800 personnes. Seules les régions de Los Angeles (58 400), de Miami (73 400), de Toronto (89 500) et de New York (152 600) présentent un solde de la migration internationale supérieur à celui de la région de Montréal. Le Grand Montréal est également la 8e région avec la plus forte proportion d'immigrants dans sa population totale (24,6 %), derrière les régions de New York (29,3 %), de Calgary (29,4 %), de San Francisco (30,9 %), de Los Angeles (33,6 %), de Miami (40,5 %), de Vancouver (40,8 %) et de Toronto (46,1 %).







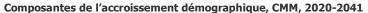
^{*} Le solde annuel moyen de l'immigration internationale comprend l'immigration permanente et temporaire. Pour Montréal, les données sont présentées à l'échelle de la RMR de Montréal.

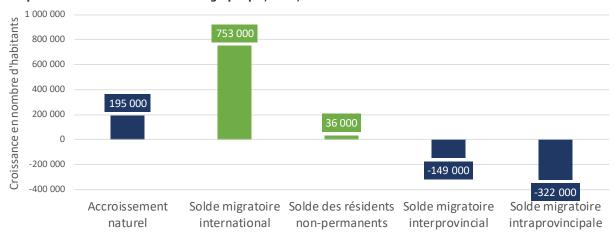
Sources : Statistique Canada, Recensements de la population, 1986 à 2016; ENM 2011; Immigration et diversité : projections de la population du Canada et de ses régions, 2011 à 2036. Traitement : CMM, 2020.

3. L'immigration et le maintien de la population du Grand Montréal

Dans la région métropolitaine, l'immigration internationale est essentielle à la croissance démographique. Elle est le principal facteur d'accroissement démographique, devant l'accroissement naturel.

D'ici 2041, la population de la CMM devrait passer de 4,1 M à 4,6 M. Les dernières projections de l'Institut de la statistique du Québec montrent que, sans l'immigration internationale (incluant l'immigration non permanente), la CMM connaitrait plutôt **une décroissance démographique de 276 000 personnes d'ici 2041**, en raison du faible accroissement naturel et des soldes migratoires négatifs avec d'autres provinces et régions.



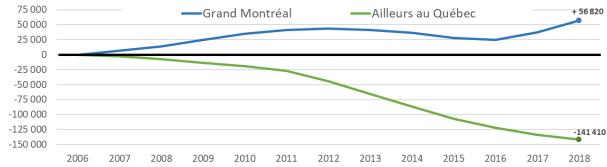


Source: ISQ, Perspective démographique, édition 2019. Traitement: CMM, 2020.



En plus d'assurer la croissance démographique, l'immigration internationale permet de stabiliser le nombre de personnes âgées de 25 ans à 54 ans dans le Grand Montréal, groupe qui représente le principal bassin de travailleurs et qui est en décroissance ailleurs au Québec.

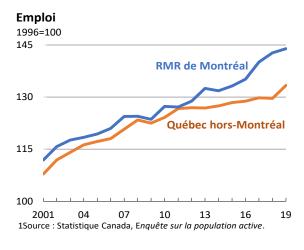
Variation, depuis 2006, du nombre de personnes âgées entre 25 et 54 ans



Source: ISQ, Estimation de la population. Traitement: CMM, 2020.

4. Le rôle des immigrants sur le marché du travail

La région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal a engendré la majorité de la croissance de l'emploi au Québec dans les années 2010. Elle a compté pour 63 % des emplois créés dans la province de 2010 à 2019. Ce n'est qu'en 2019 que l'emploi a crû de manière significative dans le reste du Québec, une croissance que le vieillissement de sa population rend de plus en plus rare.



Les immigrants et les résidents non permanents ont assuré les trois quarts de la croissance de l'emploi métropolitain depuis 2009. Ils occupent la totalité des postes créés en 2018 et en 2019 dans la région métropolitaine.



Contribution à la croissance de l'emploi, région métropolitaine de Montréal



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Le rôle des immigrants comme principale source de main-d'œuvre est appelé à se pérenniser. Selon une projection démographique récente de Statistique Canada¹, les immigrants continueront de soutenir la croissance de la population active au cours des deux prochaines décennies dans la RMR de Montréal. De 29,6 % de la population active en 2017, les personnes nées à l'étranger en représenteront 39,3 % en 2036. Leur présence permettra de freiner le recul du taux d'activité, qui passera de 67,6 % à 65,3 %.

À l'opposé, dans les régions non métropolitaines du Québec, où la proportion des personnes nées à l'étranger ne dépassera pas 5 % de la population active, le taux d'activité chutera de 60,8 % à 55,0 %. Dans les autres régions métropolitaines du Québec (Québec, Saguenay, Sherbrooke et Trois-Rivières), la part des personnes nées à l'étranger grimpera également, pour atteindre 10,4 % de la population active en 2036, mais cette hausse ne suffira pas pour contrer l'effet du vieillissement de la population et le taux d'activité fondra de 63,8 % à 57,4 %.

¹ Martel, Laurent. 2019. *Population active du Canada et de ses régions : projections jusqu'en 2036*, produit n° 75-006-X au catalogue de Statistique Canada.



Part des personnes nées à l'étranger dans la population active et taux d'activité en 2017 et 2037¹ (Pourcentage)

Régions	Taux global		Personnes nées		
	d'activité (%)		à l'étranger (%)		
	2017	2036	2017	2036	
Régions métropolitaines de recensement (RMR)					
Toronto	66,9	65,5	53,2	57,0	
Vancouver	67,4	62,7	46,4	52,8	
Winnipeg, Regina et Saskatoon	68,5	67,5	25,0	43,3	
Calgary et Edmonton	72,4	70,6	30,9	42,7	
Montréal	67,6	65,3	29,6	39,3	
Ottawa–Gatineau	67,3	64,3	23,5	30,4	
Autres RMR de la Colombie-Britannique	65,2	60,7	19,4	24,7	
Autres RMR de l'Ontario	64,8	61,5	19,8	23,7	
RMR de l'Atlantique	65,9	60,4	8,4	14,7	
Autres RMR du Québec	63,8	57,4	6,2	10,4	
Sudbury et Thunder Bay	60,4	55,5	5,6	6,4	
Régions hors RMR					
Manitoba et Saskatchewan, hors RMR	65,4	64,3	10,8	21,8	
Alberta, hors RMR	70,2	68,1	11,6	18,0	
Territoires	73,5	70,7	10,7	16,0	
Colombie-Britannique, hors RMR	62,1	56,8	11,1	13,6	
Atlantique, hors RMR	58,4	53,2	4,5	9,0	
Ontario, hors RMR	60,0	57,7	6,9	7,2	
Québec, hors RMR	60,8	55,0	2,5	4,3	

^{1.} Projections faites à partir des données de l'Enquête sur la population active et du modèle de microsimulation Demosim ; résultats du scénario de référence.

Source : Martel, Laurent. 2019. Population active du Canada et de ses régions : projections jusqu'en 2036 , Statistique Canada.

5. L'immigration comme principale source de compétences

Le Grand Montréal a l'un des niveaux de qualifications les plus faibles en Amérique du Nord (plus de détails à la section 7). Un rattrapage scolaire est en cours, **mais il provient en premier lieu de la scolarisation des immigrants**. La part des immigrants² de 25-64 ans qui a un grade universitaire (c'est-à-dire un baccalauréat ou plus) a grimpé de 22,8 % en 1996 à 40,3 % en 2016. La scolarisation a également progressé parmi les natifs, mais à un rythme nettement plus faible. Leur taux de grades universitaires est passé de 18,2 % à 28,2 % en vingt ans.

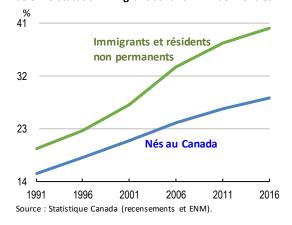
La scolarisation commence lorsque les générations les plus jeunes prolongent leurs études et se répand à travers la population avec le vieillissement des générations plus scolarisées. En effet, parmi les 25-34 ans, le taux de grades universitaires des immigrants a bondi de 22,8 points de pourcentage de 1996 à 2016.

² Immigrants et non-résidents.

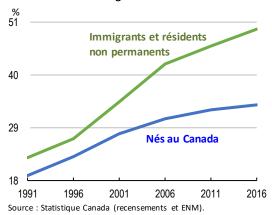


En revanche, la scolarisation des natifs a plafonné à partir de 2006. En 20 ans, leur taux de grades universitaires a augmenté de 10,8 points de pourcentage seulement.

Part des grades universitaires parmi les 25 à 64 ans selon le statut d'immigrant dans la RMR de Montréal



Part des grades universitaires parmi les 25 à 34 ans selon le statut d'immigrant dans la RMR de Montréal



L'effet net de la scolarisation divergente des immigrants et des natifs est un rattrapage scolaire partiel de la région métropolitaine de Montréal. En comparant Montréal aux 40 principales régions métropolitaines en Amérique du Nord³, Montréal a le 32^e taux de grades universitaires le plus élevé parmi les 25-64 ans (31,9 %). Son rattrapage partiel fait que les jeunes se classent mieux. Le taux des 25-34 ans est le 22^e sur 40 (38,5 %).

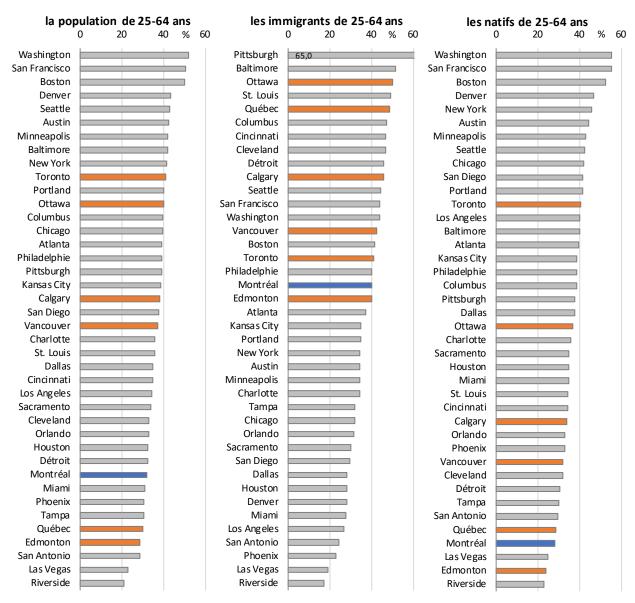
Ainsi les progrès scolaires de Montréal proviennent avant tout des immigrants. Parmi les 25-64 ans, les immigrants montréalais ont le 18^e taux de grades universitaires le plus élevé sur 40 (40,3 %), tandis que les natifs montréalais se situent au 37^e rang (28,2 %). **Parmi les jeunes, un gouffre sépare les immigrants des natifs.** Parmi les 25-34 ans, les immigrants montréalais se classent au 13^e rang (49,6 %), tandis que les natifs se situent au 32^e rang seulement (33,8 %). **Le pourcentage des jeunes immigrants qui détiennent un baccalauréat est donc presque 50 % plus élevé que celui des natifs**, qui a à peine progressé. Par comparaison, la scolarisation à Toronto a touché autant les natifs que les immigrants : parmi les 25-34 ans, les immigrants se situent au 13^e rang (50,5 %, une performance semblable à celles des jeunes immigrants montréalais), les natifs au 8^e rang (46,8 %).

Par conséquent, les jeunes immigrants contribuent disproportionnément aux diplômes universitaires dans le Grand Montréal. Bien qu'ils ne représentent que 29,9 % des 25-34 ans, les jeunes immigrants et résidents non permanents fournissent 38,5 % des diplômés universitaires qui détiennent un baccalauréat au minimum.

³ Les régions métropolitaines de plus de 2 millions d'habitants, plus Calgary, Edmonton, Ottawa et Québec.



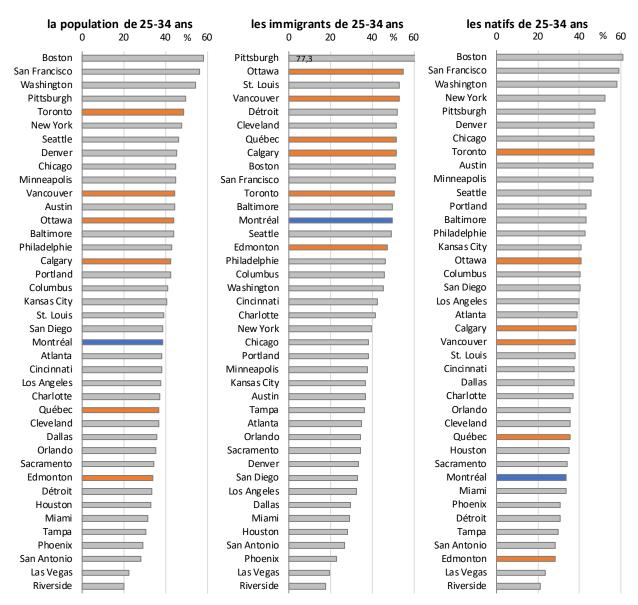
Part des grades universitaires parmi...



Sources: Statistique Canada, Recensement de 2016, tableau 98-400-X2016295
U.S. Bureau of the Census, American Community Survey 2016, fichier de microdonnées à 1 %
Steven Ruggles, Sarah Flood, Ronald Goeken, Josiah Grover, Erin Meyer, Jose Pacas and Matthew Sobek. IPUMS USA: Version 9.0 [dataset]. Minneapolis, MN: IPUMS, 2019. https://doi.org/10.18128/D010.V9.0



Part des grades universitaires parmi...

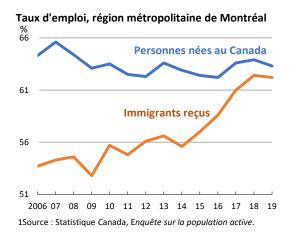


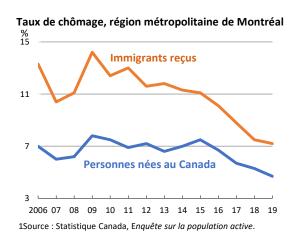
Sources: Statistique Canada, Recensement de 2016, tableau 98-400-X2016295
U.S. Bureau of the Census, American Community Survey 2016, fichier de microdonnées à 1 %
Steven Ruggles, Sarah Flood, Ronald Goeken, Josiah Grover, Erin Meyer, Jose Pacas and Matthew Sobek. IPUMS USA: Version 9.0 [dataset]. Minneapolis, MN: IPUMS, 2019. https://doi.org/10.18128/D010.V9.0



6. L'intégration des immigrants en constante amélioration

L'intégration des immigrants au marché du travail a fait un **bond de géant pendant l'expansion actuelle**. Alors que le taux d'emploi des Montréalais nés au Canada n'a pas changé dans les années 2010, se maintenant à 63 %, celui des immigrants a grimpé de 52,8 % en 2009 à 62,2 % en 2019. Autant les immigrants récents que ceux arrivés de longue date ont bénéficié d'une hausse de l'emploi. Ceux qui ont été reçus il y a 5 à 10 ans ont même un taux d'emploi qui dépasse celui des natifs de 13,2 points de pourcentage.





Le taux de chômage des immigrants — en particulier celui des immigrants récents — continue de dépasser celui des natifs, mais l'écart a fondu de 6,4 points de pourcentage en 2009 à 2,5 points en 2019. Le boom de l'emploi a même bénéficié aux immigrants les plus récents (arrivés au cours des cinq années précédentes) qui ont généralement plus de difficulté à pénétrer le marché du travail. Aussi récemment qu'en 2017, leur taux de chômage (16,1 %) était 2,8 fois supérieur à celui des personnes nées au Canada (5,7 %). L'expansion actuelle leur a permis de s'intégrer : leur taux de chômage a chuté de 3,9 points de pourcentage en 2018 et 2019, à 12,2 %.

Surqualification chez les travailleurs ayant au moins un baccalauréat, âgés de 25 à 64 ans, États-Unis (2014 à 2016) et Canada (2016)

Pays et classification professionnelle utilisée	Immigrants		Personnes	Écart Immigrants récents
pour estimer la surqualification	Récents	De longue date	nées au pays	moins personnes nées au pays
Canada				
U.S. Bureau of Labor Statistics	42,0	29,4	22,9	19,1
Classification nationale des professions du Canada	34,0	21,1	13,2	20,8
Occupational Information Network	34,4	20,6	13,0	21,4
États-Unis				
U.S. Bureau of Labor Statistics	29,3	27,4	25,6	3,7
Classification nationale des professions du Canada	21,5	17,7	14,7	6,8
Occupational Information Network	24,3	20,7	17,3	7,0

Source: Lu, Y, et Hou, F. 2019. Surqualification chez les immigrants titulaires d'un grade universitaire au Canada et aux États-Unis, Statistique Canada.

Le principal obstacle à l'intégration des immigrants n'est plus la difficulté d'obtenir un emploi, mais plutôt celle **d'utiliser pleinement leurs compétences dans l'emploi qu'ils occupent**, en plus de voir certaines de leurs qualifications non reconnues dans le pays d'accueil. Aucune donnée récente sur la



surqualification des immigrants dans les régions métropolitaines canadiennes n'est disponibe, mais une étude de Statistique Canada, publiée en décembre dernier, montre que les immigrants récents qui détiennent un grade universitaire sont beaucoup plus susceptibles d'être surqualifiés au Canada qu'aux États-Unis⁴. Mesuré selon trois méthodes, le taux de surqualification des immigrants récents qui ont un grade universitaire dépasse celui des personnes nées au pays d'environ 20 points de pourcentage au Canada, mais de 4 à 7 points seulement aux États-Unis (voir tableau ci-après). Le taux de surqualification est plus faible parmi les immigrants de longue date. Au Canada, le taux de surqualification était beaucoup plus faible chez les immigrants admis en raison d'une certaine forme de sélection par les employeurs (c'est-à-dire les immigrants qui ont occupé un travail spécialisé au Canada avant l'immigration) par rapport aux immigrants admis directement de l'étranger.

La surqualification n'est cependant pas une barrière à l'intégration au marché du travail pour les participants au PEQ. Ayant obtenu un diplôme au Québec, ces candidats à l'immigration ne voient pas d'obstacle à la reconnaissance de leur diplôme, et ce, indépendamment du domaine de formation. Ainsi, comme le confirment différentes consultations, la participation au PEQ est un facteur de succès pour l'intégration des personnes immigrantes au marché du travail, tant en ce qui concerne la connaissance de la langue que la pertinence reconnue de leurs qualifications.

7. Un rattrapage scolaire incomplet freine la productivité et le niveau de vie

Le Grand Montréal a un des niveaux de scolarité les plus faibles parmi les principales régions métropolitaines en Amérique du Nord. Le niveau de scolarité de la population est mesuré ici par la part de la population de 25-64 ans qui a un grade universitaire. Sur 40 régions métropolitaines, Montréal avait le 36° taux de grades universitaires le plus élevé en 2000-2001, le 32° en 2016. Un rattrapage scolaire partiel est en cours. Il se voit aussi par groupe d'âge. En 2016, Montréal avait le 37° taux de grades universitaires sur 40 parmi les 55-64 ans, mais le 25° parmi les 25-34 ans.

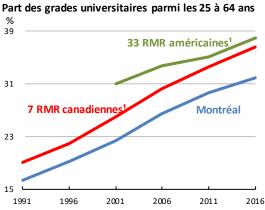
Cela dit, les dix dernières années ont vu un net ralentissement de la scolarisation du Grand Montréal. Le taux de grades universitaires des 25-64 ans, qui grimpait de 4,1 points de pourcentage de 2001 à 2006, a progressé de 2,3 points seulement de 2011 à 2016. La performance récente de Montréal est inférieure non seulement à celle des régions métropolitaines canadiennes (+ 3,1 points), mais aussi à celle des américaines (+ 2,8 points).

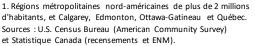
Par conséquent, **le Grand Montréal a perdu du terrain dans son rattrapage scolaire**. L'écart entre son taux de grades universitaires et celui des régions métropolitaines américaines, qui avait fondu de 8,6 points de pourcentage à 5,5 points de 2001 à 2011, s'est agrandi de nouveau à 6,0 points en 2016. Enfin, depuis 20 ans, Montréal se fait distancer continuellement par les autres régions métropolitaines canadiennes. Son retard par rapport à celles-ci est passé de 2,7 points de pourcentage en 1996 à 4,7 points en 2016.

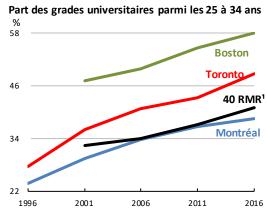
Cette perte de terrain se voit particulièrement parmi les jeunes. Le taux de grades universitaires des 25-34 ans de Montréal avait quasiment rejoint la moyenne des 40 régions métropolitaines nord-américaines en 2006. En 2016, celles-ci dépassent de nouveau Montréal de 2,6 points de pourcentage.

⁴ Lu, Y, et Hou, F. 2019. *Surqualification chez les immigrants titulaires d'un grade universitaire au Canada et aux États-Unis,* produit n° 11F0019M au catalogue de Statistique Canada — n° 434.







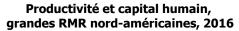


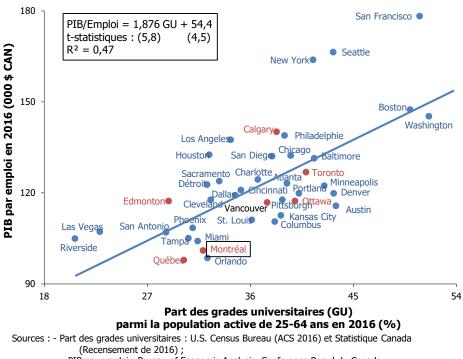
1. Régions métropolitaines nord-américaines de plus de 2 millions d'habitants, et Calgarey, Edmonton, Ottawa-Gatineau et Québec. Sources: U.S. Census Bureau (American Community Survey) et Statistique Canada (recensements et ENM).

La sous-scolarisation mine la productivité et la croissance de la productivité du Grand Montréal. La relation entre le niveau de scolarité et la productivité des régions métropolitaines est très forte, autant aux États-Unis qu'au Canada. La productivité est mesurée ici par le PIB par emploi. Les plus scolarisées, comme San Francisco, ont tendance à avoir un PIB par emploi élevé. À l'inverse, les moins scolarisées, comme Montréal et Québec, ont un PIB par emploi faible. Le niveau de scolarité explique presque la moitié des écarts de productivité des régions métropolitaines nord-américaines et la quasi-totalité de ceux des cinq régions métropolitaines canadiennes non pétrolières.

Les compétences offertes par l'immigration jouent ainsi un rôle crucial autant pour déterminer la croissance de la productivité que pour positionner le Grand Montréal face à ses concurrentes en Amérique du Nord. Ces résultats sont tous les deux faibles notamment en raison du faible niveau général des qualifications dans le Grand Montréal. Ces résultats seraient encore pires si l'immigration ne jouait pas autant qu'aujourd'hui son rôle dans l'apport de nouvelles compétences élevées.







- PIB par emploi : Bureau of Economic Analysis, Conference Board du Canada,

OCDE et Statistique Canada.

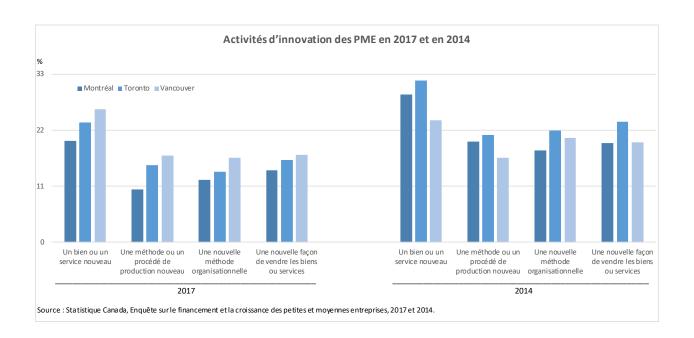
8. Des entreprises qui s'adaptent trop lentement à la nouvelle situation

Les entreprises peuvent s'adapter à la rareté de main-d'œuvre de différentes façons. Une première façon est d'innover davantage, notamment sur le plan des procédés. Des entreprises faisant appel à des procédés digitalisés ou encore automatisés peuvent réduire leurs besoins de main-d'œuvre. Ceci n'est évidemment pas possible dans tous les pans de l'économie, même si des progrès rapides sont maintenant également fait dans différents secteurs des services, où les gains de productivité sont d'ordinaire plus difficiles à générer.

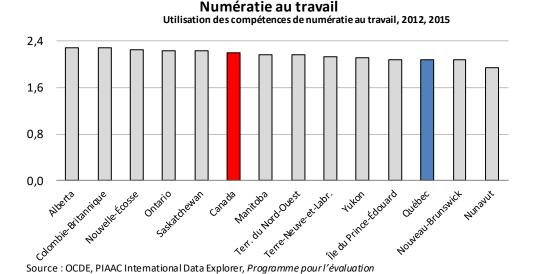
Les données indiquent que les entreprises du Grand Montréal, et notamment les PME, innovent peu en moyenne. Cette innovation pourtant nécessaire ne concerne pas que le volet technologique des produits et des procédés, mais également dans les manières de faire, par exemple en introduisant une nouvelle méthode d'organisation du travail, ou une nouvelle technique de vente.

Sur le plan de quatre différents types d'innovation (nouveau bien et service, nouveau procédé, nouvelle organisation du travail, nouvelle façon de vendre), la proportion de PME innovantes dans le Grand Montréal est toujours inférieure à celle de Toronto. Par ailleurs, la proportion de PME innovantes dans le Grand Montréal a diminué entre 2014 et 2017, ce qui laisse supposer un relâchement du besoin d'innover dans un contexte d'effervescence économique, et ce, malgré la difficulté grandissante de recruter du personnel.





Une seconde façon de s'adapter à la rareté de main-d'œuvre est de mieux tirer parti des talents disponibles dans l'entreprise. Une meilleure utilisation des compétences, qui viserait notamment à capitaliser sur les capacités des travailleurs pour innover dans les façons de faire de l'entreprise, peut se traduire par une productivité plus élevée et réduire d'autant les besoins de main-d'œuvre. Elle peut également avoir pour effet de faire évoluer les profils de postes et rendre l'emploi dans l'entreprise plus intéressant et attractif, augmentant du même coup la motivation au travail et réduisant le taux de roulement du personnel.



internationale des compétences des adultes, 2012, 2015.





Dans un contexte de rareté de la main-d'œuvre, il devient plus que jamais nécessaire d'utiliser le plus optimalement possible les talents disponibles dans l'entreprise. Or, **le Québec est l'une des provinces où les compétences sont le moins bien exploitées en milieu de travail.** L'indicateur d'utilisation des compétences en numératie issu du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes de l'OCDE s'élève à 2,07 au Québec, qui vient au 11^e rang des provinces et territoires canadiens, alors qu'il atteint 2,20 au Canada. Les résultats du Québec en ce qui concerne l'utilisation des compétences à l'écrit et de résolution de problème au moyen de technologies de l'information sont similaires.